

Mal réélu, Denis Sassou-Nguesso réprime toute forme d'opposition

Le président du Congo-Brazzaville a fait bombarder le bastion du pasteur Ntumi, accusé d'avoir tenté un coup de force « terroriste »

Réélu à la présidence du Congo-Brazzaville, Denis Sassou-Nguesso semble disposé à tuer dans l'œuf toute forme de contestation contre son maintien au pouvoir au terme d'un scrutin jugé peu crédible. Samedi 16 avril, il n'y avait d'ailleurs pas foule pour écouter le chef de l'Etat – qui cumule déjà trente-deux années à la tête de ce petit pays pétrolier d'Afrique centrale – prêtant serment pour un nouveau mandat de cinq ans. Seuls une demi-douzaine de chefs d'Etat africains avaient fait le déplacement.

Cette maigre assistance protocolaire sanctionne une élection, le 20 mars, au premier tour (avec 60 % des voix) organisée dans la plus grande opacité, après la fermeture de toutes les communications téléphoniques et d'Internet. « Denis Sassou-Nguesso est devenu l'un des présidents les plus mal élus du continent », com-

me une diplomate occidentale. Les Etats-Unis ont exprimé leur déception au regard « des irrégularités généralisées et des arrestations de soutiens de l'opposition dans la foulée des élections ».

Les principaux candidats d'opposition ont certes appelé la population à accepter la défaite. Mais à l'image de Guy Brice Parfait Kolélas, deuxième de la présidentielle avec 16 % des votes, ils dénoncent

un « coup d'Etat électoral ». Cette protestation demeure purement formelle, à ce jour, face à un pouvoir qui montre ses muscles. Des policiers ont été déployés à proximité du domicile de plusieurs responsables d'opposition, les astreignant à un régime de résidence surveillée qui ne dit pas son nom.

Tous ont probablement en tête la répression d'octobre 2015, quand le pouvoir faisait passer à la hussarde une révision constitutionnelle destinée à permettre à Denis Sassou-Nguesso, 72 ans, de se porter à nouveau candidat. Les services de sécurité avaient alors tiré sur des manifestations pacifiques, provoquant la mort de plusieurs personnes – quatre officiellement, vingt selon d'autres sources.

Cette propension du régime à répondre par la force alimente les inquiétudes, notamment dans la région du Pool, à l'ouest de Brazzaville, où la police et l'armée mènent des opérations depuis une dizaine de jours. Celles-ci ont été déclenchées après des violences post-électorales qui ont fait au moins 17 morts dans la capitale le 4 avril. Le pouvoir avait alors accusé les anciens miliciens Ninjas Nsiloulous du pasteur Ntumi d'avoir tenté un coup de force « terroriste » contre des bâtiments publics. Le pasteur Ntumi, Frédéric Bintsamou de son vrai nom,

était un chef rebelle durant la guerre de 1997 à l'issue de laquelle Denis Sassou-Nguesso avait récupéré le pouvoir après une parenthèse de cinq ans.

Depuis les événements de début avril, les forces de sécurité se sont donc massivement déployées dans le Pool, fief du pasteur dont les troupes sont pourtant censées avoir été dissoutes à l'issue d'un accord signé en 2007. Le porte-parole de la police a confirmé que

« des hélicoptères de l'armée ont visé des centres de commandement du pasteur Ntumi ». Aucun bilan officiel de ces attaques n'a été communiqué. Certains témoignages, non confirmés, font état de dizaines de victimes civiles.

« Sécuriser, pas effrayer »

« Les gens nous ont raconté ce qui s'est passé dans les villages de Soumouna, Mayama, Nguela, Kimba, qui ont été, d'après nos sources, les localités les plus bombardées. Les sites qui ont été bombardés étaient des zones résidentielles où il y avait bien sûr la résidence Ntumi, mais également des églises, des écoles, des maisons privées », selon Ilaria Allegrozzi, chercheuse pour l'organisation de défense des droits de l'homme Amnesty International, citée dimanche par Radio France Internationale.

Quelques jours plus tôt, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-

moon, s'était dit profondément préoccupé par ces opérations dans le Pool et « par les restrictions en matière d'accès à la région, qui empêchent de collecter et d'évaluer de manière adéquate la situation ».

Joint au téléphone, monseigneur Louis Portella Mbuyu, évêque de Kinkala, la préfecture du Pool, affirme que « plusieurs centaines de personnes ont été contraintes de fuir ces attaques à l'arme lourde et de se réfugier dans la forêt ». Le prélat demande l'arrêt immédiat des opérations. « La mission d'une armée est de sécuriser les populations, pas de les effrayer », rappelle-t-il. « Ce n'est pas une opération policière de routine », dénonce également Loamba Moké, président de l'Association pour les droits de l'homme et l'univers carcéral (Adhuc), qui appelle de ses vœux une mission d'enquête indépendante. ■

CHRISTOPHE CHATELOT

« Des centaines de personnes ont dû fuir les attaques à l'arme lourde et se réfugier dans la forêt »

LOUIS PORTELLA MBUYU
évêque de Kinkala